

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 30/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPÉCIALTY OPÉRATIONS FRANCE**

Quai Saint-Roch  
58500 Clamecy

Références : 260178  
Code AIOT : 0005401338

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE, implanté Quai Saint-Roch - 58500 Clamecy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale sur les opérations d'entretien et de maintenance des différents équipements du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPÉCIALTY OPÉRATIONS FRANCE
- Quai Saint-Roch - 58500 Clamecy
- Code AIOT : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Clamecy de la société SPÉCIALTY OPÉRATIONS FRANCE est spécialisé dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements. Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique. Il relève également de la directive dite "IED" sur les émissions industrielles.

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Sans objet
7	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
8	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation de la maintenance (personnel, procédures, permis de travaux pour une intervention en cours sur le site) a été abordée lors de l'inspection.

Par ailleurs, la périodicité et procédure des tests de sécurité d'une Mesure de Maîtrise des Risque (MMR) issue de l'étude de dangers du site a été vérifiée. Sur ce point, une demande de complément est faite à l'exploitant sur la fiabilité des débitmètres associés à la MMR.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.  Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.  Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  Le responsable maintenance sur le site est le directeur adjoint en charge de l'exploitation et des services techniques (maintenance, travaux neufs). Il dépend du directeur du site. Il coordonne, côté maintenance, 3 équipes : <ul style="list-style-type: none"><li>- un bureau d'études : 3 personnes,</li><li>- un service EIA (Électricité, Instrumentation, Automatismes) : 1 responsable + 3 personnes,</li><li>- un service mécanique : 1 responsable, 2 mécaniciens et un préparateur.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des plans de maintenance sont créés par équipement dans le logiciel de Gestion de la Maintenance Assistée par ordinateur (GMAO). Différents types de maintenance existent : réglementaire, préventive, curative, et améliorative.</p> <p>L'exploitant indique que le travail de fiabilisation des équipements a permis de limiter la maintenance curative. Les priorités en termes de maintenance sont le réglementaire, l'Hygiène Sécurité Environnement et la Qualité.</p> <p>Côté petits travaux d'amélioration, le site dispose d'une enveloppe budgétaire gérée par le directeur pour les prendre en charge. Si les investissements sont plus importants, un arbitrage est effectué au niveau de la Global Business Unit. Les budgets maintenance annuels pour 2024 et 2025 sont stables.</p> <p>Le suivi des formations du personnel maintenance du site, notamment les habilitations, a été présenté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait appel à des sous-traitants. Il a contractualisé (contrat de 5 ans) avec 3 entreprises spécifiquement pour les travaux d'électricité, de tuyauteries, de calorifuge et d'échafaudages. Une autre société est en charge de la sûreté du site. Des plans de prévention annuels sont établis pour celles-ci.</p>

<p>Certaines autres entreprises, lors de travaux spécifiques, peuvent également intervenir sur site et est alors effectué un plan de prévention spécifique selon le type d'intervention.</p> <p>Côté organisation, le planificateur maintenance est leur correspondant. Les demandes de maintenance sont émis par le demandeur via la GMAO puis suite à validation, intégrées à un fichier excel pour être planifiées.</p> <p>Chaque jour à 8 h 30, une réunion interne dite "gate keeper" étudie les demandes et les valide pour les planifier et les préparer.</p> <p>Les entreprises ont annuellement un accueil sécurité spécifique avec QCM à la clé présentant notamment les différents permis de travail du site (permis feu, travail en espace confiné ou en toiture, levage...).</p> <p>Le suivi de cet accueil annuel est assuré par le poste de garde (vérifié lors de l'arrivée sur site de l'intervenant).</p> <p>Lors de l'inspection, une des entreprises extérieures a également présenté, à la demande de l'exploitant, les différentes habilitations de son personnel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voir points de contrôle n°2 et 3.</p> <p>Des plans de maintenance sont créés par équipement dans le logiciel de Gestion de la Maintenance Assistée par ordinateur (GMAO).</p> <p>Côté organisation, le planificateur maintenance est le correspondant des entreprises extérieures. Les demandes de maintenance sont émis par le demandeur via la GMAO puis suite à validation, intégrées à un fichier excel pour être planifiées.</p> <p>Chaque jour à 8 h 30, une réunion interne dite "gate keeper" étudie les demandes et les valide pour les planifier et les préparer.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Intervention de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.  Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.  Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, une intervention était en cours sur un réacteur pour l'isoler de ses fluides et de ses utilités (platinage). L'autorisation de travail associée a été présentée ainsi que le document, avec le schéma associé, indiquant la procédure de platinage à mettre en œuvre. Le chef de poste a présenté sur place l'avancée des travaux. Le suivi des tests annuels d'une Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) issue de l'étude de dangers de 2025 a été vérifié pour les 3 dernières années. Les tests des 2 chaînes de sécurité associées de cette MMR ont été faits le : <ul style="list-style-type: none"><li>• 31/05/23 et 05/10/23,</li><li>• 02/07/24 et 04/07/24,</li><li>• 12/08/25 et 14/08/25.</li></ul> Les capteurs associés à cet MMR sont des sondes de température et des débitmètres. L'exploitant indique que pour les tests, les sondes sont mises dans un four étalon mais pour les débitmètres, le signal est simulé électroniquement pour actionner la chaîne de sécurité. Aucun étalonnage n'est réalisé sur ces derniers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier de la fiabilité des débitmètres associés à la MMR.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Intervention de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Annexe I -point 3</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni la <i>"Procédure de Gestion de l'Intégrité mécanique du matériel soumis à réglementation, de la maintenance préventive et des équipements critiques HSE et Qualité"</i>.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

**N° 7 : Contrôle des opérations de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que des audits sur les permis de travaux sont effectués par les cadres et agents de maîtrise du site.</p>

<p>Un objectif est donné de 4 audits par personnes et par an, soit 96 audits par an pour le site.  L'objectif est d'auditer à 50 % les sous-traitants et 50 % le personnel du site.  Un rappel des règles sur les permis de travaux est fait au besoin lors des audits.  La formation à l'audit des nouveaux auditeurs est faite par compagnonnage avec les auditeurs confirmés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010  Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Outre les audits des permis de travaux, un retour d'expérience au niveau du groupe est fait sur l'ensemble des incidents survenus sur les sites (d'une manière générale et non spécifiquement côté maintenance). Cela fait l'objet de "<i>Lesson Learning Bulletin</i>" (LLB).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>